

Le discours de l'hôtel de ville de Montréal de 1967 Retour sur la politique étrangère de Charles de Gaulle

Gabriel Poirier

Numéro 140, hiver 2020

Modernisation, transformation et mutation : le Québec dans la mire
des jeunes historiens

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92643ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Poirier, G. (2020). Le discours de l'hôtel de ville de Montréal de 1967 : retour sur la politique étrangère de Charles de Gaulle. *Cap-aux-Diamants*, (140), 22–25.



(Archives de la Ville de Montréal).

Archives de la Ville de Montréal

LE DISCOURS DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL EN 1967

RETOUR SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE CHARLES DE GAULLE

par Gabriel Poirier

Le discours de Montréal et le séjour de Charles de Gaulle au Québec sont indissociables de leur contexte international et géopolitique. À son retour au pouvoir en 1958, le général ambitionne de restaurer la « grandeur » de la France. La redécou-

verte du Canada français – et la mise en valeur de la francophonie internationale – participe de cette volonté, c'est-à-dire de réhabiliter son rôle international, sévèrement entaché par sa défaite de juin 1940 et ses guerres de décolonisation en Indochine (1946-

1954) et en Algérie (1954-1962).

Cet article revisite un lieu de mémoire des passés québécois et canadien. Il rappelle sommairement, dans une première partie, que le « Vive le Québec libre! » évoque les balbutiements de la modernité québécoise, en plus



(Archives de la Ville de Montréal).

d'être un symbole annonciateur de la polarité de l'électorat entre fédéralistes et indépendantistes. Dans une seconde partie, il esquisse le contexte géopolitique présenté ci-haut et tente de déconstruire le récit nationaliste du discours de l'hôtel de ville, qui nous semble occulter la grille d'intérêt propre à de Gaulle. Par son allocution et ses gestes successifs en faveur du Québec, ce dernier avait au moins autant à cœur de servir la marche vers l'indépendance que les intérêts nationaux et internationaux de la France, comme l'affirment plusieurs chercheurs, dont l'historien Bernard Lachaise.

« La France n'oublie pas ses enfants du Canada. Elle les aime. Elle entend les soutenir dans leurs efforts d'affranchissement et de progrès. En retour, elle attend d'eux qu'ils l'aident dans le monde d'aujourd'hui et de demain. »

CHARLES DE GAULLE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, NOVEMBRE 1967

Sciemment ou non, de Gaulle pose avec son « Vive le Québec libre! » les jalons d'un référent commun, ou plus précisément d'un « lieu de mémoire »,

comme l'affirme Pierre Nora, à la fois source de réjouissance et objet de contestation. Mais que recèle la mysticité que nous prêtons à son intervention?

Page incontournable du récit moderne québécois, le discours de l'hôtel de ville bénéficie de son contexte national. La vulgate du général est autant un souvenir de la Révolution tranquille qu'un symbole de l'Expo 67. Et cette dualité – il s'agit de sa force – est complémentaire : sa première composante, comme l'affirme l'historien Jacques Rouillard, renvoie à la fin de la soi-disant « grande noirceur » et à l'abandon progressif de l'idéologie clérico-conservatrice, qui, du reste, n'était pas uniformément répandue avant 1960, tandis que la seconde évoque la diffusion du néolibéralisme et de son pendant, l'hédonisme et le matérialisme, à l'échelle de la province, de même que le développement du néonationalisme.

La redéfinition identitaire des Québécois de langue française est bien en cours lors de l'inauguration de Terre des Hommes. Passant du statut de Canadien français à celui de Québécois, ils perçoivent de plus en plus l'Expo 67 comme leur achèvement, contrairement aux personnal-

tés publiques du Canada qui y voient un vecteur d'unité. En d'autres termes, comme l'écrit le politologue Michel Sarra-Bournet : une réalisation canadienne à l'occasion du centenaire. L'Expo 67 et son déroulement, célébration *a priori* apolitique, permettent de décoder l'état et l'évolution des rapports politiques entre les figures d'obédiences fédéralistes, nationalistes et indépendantistes.

Initialement catalysés, refoulés puis contenus par l'Exposition, ces nouveaux courants d'idée trouvent dans le passage de De Gaulle le prétexte dont ils ont besoin pour déferler ouvertement et paver la voie à l'une de leurs premières confrontations médiatiques. La stature gaullienne, plus encore, offre une tribune sans précédent et une légitimité au mouvement indépendantiste, laquelle accélère le réaligement des forces en présence à l'Assemblée législative du Québec. Dans les semaines et les mois qui suivent, une succession d'événements conduit à une nouvelle phase de l'histoire politique du Québec, soit celle marquée par la polarisation de l'électorat entre électeurs fédéralistes et indépendantistes, comme le dit Pierre Godin.

Déclaration explicite en faveur de l'indépendance, préméditée ou non, le discours de l'hôtel de ville bénéficie du contexte auquel il se rattache; à la jonction de la « Révolution tranquille » et de l'Expo 67, il apparaît comme évocateur de la modernité québécoise, en même temps qu'il est précurseur – et non instigateur – de la polarisation en devenir de l'électorat québécois. Ces coefficients – d'autres sont à apprécier, entendons-nous – ont contribué à faire du « Vive le Québec libre! » un lieu de mémoire décrié ou célébré, c'est selon, et que la littérature scientifique du dernier demi-siècle a abondamment traité. Une part de cette littérature, en mettant l'accent sur l'ouverture gaullienne et éventuellement française à l'indépendance, a nourri le récit historiographique qui promeut le carac-



(Archives de la Ville de Montréal).

tère distinct de la société québécoise, minorant les sources de motivation de De Gaulle, à savoir la promotion des intérêts français.

LA FRANCE GAULLIENNE ET LE QUÉBEC : UNE AFFAIRE GÉOPOLITIQUE

Le discours de l'hôtel de ville, à brève échéance, du moins, concourt au rayonnement de la cause indépendantiste. Il s'agissait probablement de l'un des objectifs recherchés par de Gaulle, lequel croyait en son inéluctabilité, comme le confirment ses archives personnelles.

N'y a-t-il pas cependant certains paradoxes à élucider, relevant des contradictions entre les récits officiels et les préceptes de la politique étrangère gaullienne? Les travaux académiques québécois occultent généralement les divergences existantes entre les conceptions gaulliennes de l'indépendance (du fait français canadien) et celles des souverainistes québécois. Ils négligent, ce faisant, la grille d'intérêt propre à de Gaulle – et qui conditionne son allocution montréalaise. N'est-ce pas ce qu'entendait son premier

ministre, Georges Pompidou, lorsqu'il déclarait, dans la foulée de l'intervention : « je ne pense pas que de Gaulle puisse adopter une attitude contraire aux intérêts de la France »?

Nous pensons, comme le sous-tendent les notes manuscrites du général de Gaulle, que le discours de l'hôtel de ville résulte de la politique étrangère gaullienne. Il participe, au même titre que les orientations mondiales prises par de Gaulle (reconnaissance de la République populaire de Chine, retrait du commandement intégré de l'OTAN, discours de Phnom Penh, etc.), à un encensement de l'État-nation et de la multipolarité au temps de la guerre froide. C'est dire que l'intervention de Montréal reconnaît autant le droit des « Français du Canada » à l'indépendance qu'elle minimise le rôle des idéologies et cherche à extirper la France des logiques bipolaires. L'objectif poursuivi est la politique de « grandeur » française, qui implique de renforcer son autonomie vis-à-vis des États-Unis, de rehausser son rayonnement international et de lui permettre d'acquiescer un positionnement satisfaisant dans le monde de l'après-guerre. Dans l'optique de la parachever, la

France gaullienne emploie à bon escient les cartes (internationales, politiques, économiques, militaires, culturelles, etc.) en ses mains, incluant le Canada français, et, plus spécifiquement, le territoire québécois, qui représente un atout géostratégique éminent. Point d'ancrage en Amérique du Nord, il contribue à l'influence et au rayonnement de la V^e République et au renforcement de la francophonie en devenir, élaborée afin de supplanter l'omnipotence anglo-saxonne et de préserver le rôle international de la France. Quand de Gaulle évoque l'indépendance, il envisage donc d'un côté la naissance d'une « République française du Canada » et le rassemblement de la francophonie canadienne autour de Québec et, de l'autre, l'absorption du fait anglais par Ottawa. Comme l'affirme Maurice Vaïsse, historien des relations internationales : « S'il n'y a pas à proprement parler d'antiaméricanisme dans l'intervention de De Gaulle, le facteur américain n'est pas neutre, il est en effet convaincu que "le Canada maintiendrait d'autant mieux sa propre identité globale" [envers les États-Unis] que le Québec affirmerait sa spécificité francophone ».

En rupture avec l'esprit du néonationalisme, fait nouveau des années 1960, les conceptions gaulliennes de la souveraineté québécoise laissent entendre que la formule « Vive le Québec libre! » ne visait pas exclusivement à mettre en lumière le problème québécois et à « nous [les Franco-Québécois] faire connaître du monde entier », selon les propos d'Élisabeth Gallat-Morin, épouse de Jacques-Yvan Morin. Il nous semble, au regard des lignes directrices de la politique étrangère gaullienne, qu'elle cherchait plutôt (à tout le moins, autant) à semer des germes, qui, une fois fleuris, auraient aidé la France à trouver son rôle dans un monde dominé par les puissances américaines et soviétiques.

ACTUALISATION D'UN MYTHE OU ATTEINTE À LA RÉALITÉ HISTORIQUE?

Indissociable de son contexte, c'est-à-dire de la Révolution tranquille et de l'Expo 67, lesquels occupent une place de choix dans notre imaginaire collectif, l'allocution de Montréal est un souvenir qui se confond avec la modernité québécoise et avec le débat fédéraliste-indépendantiste. C'est au demeurant pour ces raisons qu'elle nous semble, encore à ce jour, commémorée, parfois manipulée, afin d'attester du besoin d'indépendance et de la spécificité québécoise à l'échelle de la fédération canadienne. Influencé par une lecture nationaliste, ces récits demeurent incomplets.

Nos intentions n'ambitionnent nullement de réfuter des faits historiques élémentaires. L'antipathie de De Gaulle envers Ottawa est bien connue, au même titre que son affection et que son soutien envers le mouvement indépendantiste québécois. Seule-

ment, il nous paraît indispensable d'éclairer certaines facettes oubliées de ce « lieu de mémoire » qu'est le discours de l'hôtel de ville. En clair, si de Gaulle comprenait et encourageait l'indépendance des « Français du Canada », il entretenait une conception particulière quant à la marche à suivre, conformément aux intérêts de sa politique étrangère et à ceux de la France, en particulier en ce qui concerne son rôle sur l'échiquier international. La démonstration de cette thèse aurait nécessité un effort de recherche dans les centres d'archives. Notre compréhension de la diplomatie gaullienne nous permet néanmoins d'ouvrir le débat : offrir de nouvelles grilles de lecture du « Vive le Québec libre! », n'est-ce pas contribuer à son actualisation, plutôt que de constituer une atteinte à la réalité historique?

Gabriel Poirier est étudiant à la maîtrise à l'Université du Québec à Montréal.



Photo : Jules Rochon, 1967. (Fonds Jules Rochon, BAnQ).

Pour en savoir plus :

Jean-Claude Allain et al. *Histoire de la diplomatie française – Tome 2. De 1815 à nos jours*. Paris, Perrin, 2005, 632 p.

Frédéric Bastien. *Relations particulières : la France face au Québec après de Gaulle*. Montréal, Éditions du Boréal, 1999, 424 p.

Charles de Gaulle, Philippe de Gaulle et Jean-Luc Barré. *Charles de Gaulle. Lettres, notes et carnets, juin 1958-novembre 1970*. Paris, Robert Laffont, 2010, 1312 p.

Magali Deleuze. « De Gaulle, le Québec et le Canada, 50 ans plus tard », *Histoire, économie & société*, 2017/4 (36^e année), p. 130-141.

Élisabeth Gallat-Morin. « Le balcon, vu de la terrasse, 50 ans après. Témoignage vécu sur le « Vive le Québec libre! » de De Gaulle en 1967 à l'hôtel de ville de Montréal », *Revue de la Société historique de Montréal*, n° 68 (automne 2017), p. 23.

Pierre Godin. « L'Exposition universelle de Montréal (1967) : les retombées politiques de l'alliance sulfureuse entre Daniel Johnson et Charles de Gaulle », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n°1, [en ligne]. <https://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-17-numero-1/l'exposition-universelle-de-montreal-1967-les-retombees-politiques-de-l'alliance-sulfureuse-entre-daniel-johnson-et-charles-de-gaulle/>. (Page consultée le 31 octobre 2019).

Pierre Nora. *Les lieux de mémoire*. Paris, Gallimard, c1984-1992, 3 tomes.

France. Institut national de l'audio-visuel. « De Gaulle parle du Québec le 28 novembre 1967... Archives personnelles de Normand Daoust » dans *YouTube*, <https://www.youtube.com/watch?v=atuluwu6uAOI>. (Page consultée le 31 octobre 2019).

Éric Roussel. *Pompidou 1911-1974*. Paris, Éditions JC. Lattes, 1984, 568 p.

Jacques Rouillard. « The Quiet Revolution: A Turning Point in Quebec History », dans R. Douglas Francis et Donald B. Smith, *Readings in Canadian history, Post-Confederation*, Toronto, Nelson Thomson Learning, 2002, p. 440-453.

Michel Sarra-Bournet. « Les retombées politiques d'Expo 67 à travers le triangle Paris-Ottawa-Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 17, n°1, [en ligne]. <https://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-17-numero-1/les-retombees-politiques-d'expo-67-a-travers-le-triangle-paris-ottawa-quebec/>. (Page consultée le 31 octobre 2019).